

Le gouvernement canadien a pris et continuera de prendre toutes les mesures possibles en vue d'encourager l'expansion du commerce de la Grande-Bretagne avec le Canada.

Je révoque en doute l'exactitude de cette déclaration. Le parti de la C.C.F. estime que, loin de prendre toutes les mesures possibles en vue de résoudre les problèmes qui se posaient dans le domaine commercial, le Gouvernement a fait preuve d'indifférence, voire de négligence dans ses efforts pour améliorer le commerce entre la Grande-Bretagne et le Canada. A notre avis la principale imperfection du programme budgétaire, c'est précisément qu'il témoigne de cette négligence et de cette indifférence.

Il est tellement évident qu'une crise commerciale nous menace que je n'ai pas besoin de m'étendre sur ce point. Comme l'honorable préopinant l'a signalé, plusieurs ministres, au cours de la récente campagne électorale, ont déclaré, à divers endroits, que nous n'avions, en somme, aucun problème à résoudre dans le domaine du commerce.

Par exemple, d'après le *Leader Post* de Regina, le ministre de l'Agriculture aurait déclaré au cours d'une allocution radio-diffusée:

Il a affirmé qu'en dépit des prétentions contraires, ni le marché domestique, ni les marchés d'exportation n'étaient menacés de se perdre.

Puis le ministre a prononcé quelques jours plus tard, à Simpson (Saskatchewan), un discours dont les journaux ont publié le compte rendu suivant.

Le marché est en sûreté, dit Gardiner

En réponse à des adversaires politiques qui accusent le gouvernement libéral de perdre les marchés du Canada, le ministre de l'Agriculture, M. J. G. Gardiner, a déclaré ici, mercredi soir, à une réunion publique, qu'il n'y a rien de vrai dans ces affirmations, parce que le Canada n'a aucun excédent de produits agricoles à vendre.

Qu'on remarque bien le titre: "Le marché est en sûreté, dit Gardiner". Cela se passait quelques semaines avant les élections. Celles-ci ont eu lieu et, quelques semaines plus tard, j'ai mis la main sur un article du *Globe and Mail*, de Toronto, d'après lequel le ministre aurait parlé des marchés. Cette fois cependant, le ton était différent. L'article est intitulé: "Gardiner n'est pas sûr que le Canada puisse conserver le marché des vivres du Royaume-Uni". Il poursuit:

Nous essayons de conserver les marchés du Canada en Grande-Bretagne, mais il n'est pas certain que nous y arrivions.

Je prie les députés de prendre bien note des deux déclarations: Avant les élections, M. Gardiner disait que nos marchés étaient assurés; après les élections, il les croit instables. Que s'est-il passé dans l'intervalle pour modifier la situation? Les élections,

peut-être? Si je ne connaissais pas si bien le ministre de l'Agriculture, qui jouit d'une belle réputation, j'affirmerais qu'il a cherché à leurrer les électeurs.

Une voix: Allons donc!

M. Thatcher: Durant la campagne électorale, certains autres ministres se sont montrés aussi optimistes à l'égard de nos relations commerciales. Le 18 juin, le ministre du Commerce (M. Howe) a porté la parole à New-Westminster. Un nouvelle de la Presse canadienne porte en manchette: "M. Howe déclare aux libéraux de la Colombie-Britannique que notre production ne suffit pas à la demande". Au cours d'une allocution diffusée par Radio-Canada le 3 juin, le ministre s'est exprimé, si j'en crois le *Daily Star*, de Toronto, de la façon suivante.

Il est absurde de prétendre que les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et le Canada sont tendues.

Il n'y a pas à douter de l'optimisme dont faisait preuve le ministre du Commerce avant les élections. Je me demande, cependant, si ses déclarations tenaient compte des faits et si la situation était aussi favorable qu'il la dépeignait. Bon nombre de Canadiens n'étaient pas de son avis.

Voici ce que pensait l'Association canadienne des exportateurs, à peu près au temps où le ministre formulait ses affirmations. L'extrait suivant est tiré de la *Gazette* de Montréal.

En ce qui concerne nos exportations, l'Association canadienne des exportateurs reproche au gouvernement fédéral d'avoir induit le public en erreur au moyen de fausses données et de déclarations mal fondées, quant à l'état de notre commerce.

Le gouvernement est également à blâmer d'avoir permis à la situation dans laquelle se trouve le pays de se gâcher et même d'empirer. Puis on l'exhorte à prendre des mesures pratiques en vue de recouvrer les marchés perdus.

Par suite de sa conduite... les producteurs et la population du Canada se rendent à peine compte que le pays a perdu des débouchés à l'étranger et que notre commerce d'exportation est gravement menacé.

La déclaration n'émane ni d'un membre ni d'un organisme de la C.C.F., mais bien d'un groupe de commerçants qui ont mission de s'occuper des exportations canadiennes.

Hier soir, le ministre du Commerce a de nouveau adressé la parole devant cette association. Je crois qu'il a prononcé son discours à un banquet, mais cette fois, il a changé de ton. En un mot, il a affirmé que la situation est grave. A mon sens, le ministre ne dirait plus, je lui emprunte l'expression, que l'Association des exportateurs canadiens avait la berlue lorsqu'elle a soutenu que la crise commerciale s'aggravait. Lorsque le ministre de l'Agriculture et le ministre du commerce di-